

l'heure actuelle. La guerre a réduit le volume de notre commerce et, par conséquent, le montant du revenu sur lequel nous comptons pour payer les dépenses ordinaires. Puis il fallait plusieurs millions pour former un fonds de pension en faveur de nos soldats, une somme de \$7,000,000 pour payer l'intérêt sur l'emprunt de guerre, \$150,000,000 pour mobiliser notre milice et l'envoyer à la défense de l'empire. Il incombait à l'honorable ministre de faire face à toutes ces dépenses, et à cette fin, il avait à choisir entre trois moyens de percevoir la somme nécessaire. Deux de ces moyens avaient déjà été essayés dans ce pays. Le premier consistait dans le tarif de revenu inauguré antérieurement à 1878, puis mis en pratique par un gouvernement libéral. Ce tarif, qui était d'abord de 15 p. 100 fut porté à 17½ pour 100.

Inutile de dire dans quelle situation se trouvait alors le Canada. Il ne valait absolument rien; nos manufactures étaient fermées, nos ouvriers étaient sans emploi. Les hommes d'affaires de ce pays envoyèrent alors une délégation demander à sir Richard Cartwright, ministre des Finances à Ottawa, une mesure de protection pour les intérêts de ce pays. Leur requête fut ignorée et la délégation s'en revint mécontente. Mais bientôt apparut sur la scène un homme qui devait être égal à la tâche qu'il s'imposait; c'était notre grand homme d'Etat sir John A. Macdonald. Advenant l'élection de 1878 il inscrivit à son programme le tarif de protection et remporta une éclatante victoire. Il persista dans cette attitude durant les dix-huit années que son gouvernement fut au pouvoir, ne faisant d'autres modifications qu'au fur et à mesure des besoins du pays. De son côté, le parti libéral prêchait le tarif de revenu. En 1891 il demandait la réciprocité absolue avec les Etats-Unis, puis, avant l'élection de 1896, le libre-échange tel qu'il existe en Angleterre. Le peuple resta sourd à ces appels, et avant l'élection de 1896, l'honorable Edward Blake, un des chefs les plus distingués du parti libéral au Canada, demanda à ses amis de vouloir bien, avant de parler de libre-échange, trouver moyen de procurer un revenu au pays autrement que par un droit sur des articles semblables à ceux que le pays produisait. Or, le parti libéral n'a jamais trouvé ce moyen jusqu'à présent. Qu'a-t-il fait en arrivant au pouvoir en 1896? D'abord, ce n'est pas sa politique qui l'a porté au pouvoir, mais une question étrangère à la politique fiscale de ce pays. Le chef actuel de l'opposition, homme d'une grande

habileté, était à même de remplir le programme qu'il avait promis au peuple de remplir s'il arrivait au pouvoir, et d'adopter le libre-échange tel qu'il existe en Angleterre. Il avait dit aux cultivateurs que les manufacturiers n'étaient que des voleurs et que, s'il arrivait au pouvoir, il effacerait toute trace de protection. Est-ce bien ce qu'il a fait?

On a affirmé, sans contradiction, qu'il avait assuré secrètement aux manufacturiers que, s'il arrivait au pouvoir, il verrait à continuer la protection qui favorisait leurs intérêts. Quoi qu'il en soit après l'élection de 1896, sir Wilfrid Laurier devint l'ami de cœur des manufacturiers qu'il avait cherché à faire passer pour des voleurs. Au cours de cette élection, M. Bertram, candidat libéral dans Torontocentre, je crois, fut autorisé à leur assurer que la protection ne serait pas abolie, ce pourquoi il fut élu comme partisan du chef de l'opposition. J'irai plus loin, durant les quinze années que le très honorable député fut au pouvoir, il a persisté à maintenir le tarif de protection. En 1891, cherchant à faire approuver le traité de réciprocité qu'il avait négocié avec les Etats-Unis, il disait aux manufacturiers: J'ai toujours été votre ami et je vais continuer de l'être, je vais voir à maintenir la protection. Quant aux cultivateurs, il s'est abstenu de tout commentaire sur leurs intérêts.

Je vais lire une déclaration faite au cours de cette même élection, par l'honorable député d'Oxford-nord (M. Nesbitt) que je regrette de ne pas voir à son siège en ce moment. Le "Globe", de Toronto, lui attribue les paroles que voici: S'adressant à une assemblée d'électeurs de la ville de Woodstock, il leur avait dit:

Je ne vois pas que les manufacturiers aient beaucoup à souffrir du nouveau régime, il concerne si peu d'articles fabriqués au Canada. Je suis sûr que les fabricants de voitures Bain et Woodstock feront une concurrence heureuse sur les marchés de l'univers, même malgré une réduction de 2½ p. 100 dans le tarif. Je pense que les manufacturiers s'opposent à la réciprocité à cause des conséquences particulières qu'elle peut avoir; mais sir Wilfrid Laurier et M. Fielding m'ont assuré qu'il n'en serait rien. Quant aux cultivateurs, nous avons favorisé leur intérêt autant qu'il était désirable de le faire.

Voici ce que répondit sir Wilfrid Laurier, à qui on avait demandé s'il avait autorisé M. Nesbitt à faire pareille déclaration:

Les remarques de l'honorable député d'Oxford-nord (M. Nesbitt) n'ont rien d'incompatible avec notre politique. Elles ne comportent rien de neuf et il avait parfaitement le droit, comme tout autre député libéral, de faire une déclaration de cette nature.